



du 20 au 26 octobre 1994

Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international  
Direction des communications sur la politique étrangère (BCF)

(available in English)

**AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL  
COMMUNIQUÉS :**

**M. OUELLET ET M. IRWIN NOMMENT LE PREMIER  
AMBASSADEUR AUX AFFAIRES CIRCUMPOLAIRES**

**le 20 octobre 1994, n° 209**

Le ministre des Affaires étrangères, M. André Ouellet, et le ministre des Affaires indiennes et du Nord, M. Ron Irwin, ont annoncé la nomination de M<sup>me</sup> Mary May Simon à titre de premier ambassadeur du Canada aux Affaires circumpolaires. Madame Simon est la première Inuit à occuper un poste d'ambassadeur. La nomination prendra effet le 31 octobre 1994. «Les questions circumpolaires sont importantes pour tous les Canadiens. Depuis 25 ans déjà, M<sup>me</sup> Simon consacre son temps et ses énergies à la cause des Inuit et aux problèmes circumpolaires, et elle pourra de ce fait représenter le Canada avec efficacité et compétence dans ses pourparlers avec les autres nations circumpolaires», a déclaré M. Ouellet.

**M. OUELLET RENCONTRE DES HAUTS FONCTIONNAIRES UKRAINIENS  
EN SÉANCE SPÉCIALE DE FORMATION AU CANADA**

**Le 20 octobre 1994, n° 210**

Le ministre des Affaires étrangères, M. André Ouellet, a rencontré les représentants d'un groupe de 20 ministres, sous-ministres et sous-ministres adjoints ukrainiens qui suivent un programme spécial de formation des cadres de deux semaines au Canada. Le programme comprend des séances d'étude au Centre canadien de gestion à Ottawa, la visite d'un projet de renouveau économique à Hamilton, des rencontres avec leurs homologues dans divers ministères fédéraux et de la province de l'Ontario, ainsi qu'une participation à une conférence d'affaires Canada-Ukraine le 25 octobre, à Toronto. «Je suis très heureux d'avoir eu la chance de rencontrer ce groupe de hauts fonctionnaires ukrainiens doués. Leur participation à ce programme de perfectionnement des gestionnaires est un bel exemple du genre de contribution enrichissante du Canada au processus de réforme en Ukraine. C'est également une illustration de notre engagement à étendre les relations spéciales que nous entretenons avec l'Ukraine», a déclaré M. Ouellet.

**LA SECRÉTAIRE D'ÉTAT, M<sup>me</sup> STEWART, ASSISTERA À LA CONFÉRENCE  
SUR LA PAIX ET LE DÉVELOPPEMENT AU HONDURAS**

**Le 20 octobre 1994, n° 211**

Le ministre des Affaires étrangères, M. André Ouellet, a annoncé que la secrétaire d'État (Amérique latine et Afrique), M<sup>me</sup> Christine Stewart, participera à la Conférence internationale sur la paix et le développement en Amérique centrale, qui se tiendra à Tegucigalpa, au Honduras, les 24 et 25 octobre. «Je me réjouis de la participation du Canada à cette conférence. Nous nous sommes toujours intéressés de près à l'Amérique centrale, à son développement, à son processus de paix et de réconciliation, à son développement durable, à sa lutte contre la pauvreté et à sa participation à l'économie mondiale, et nous continuerons de le faire», a déclaré M. Ouellet.

**LE CANADA PARTICIPERA AU SOMMET ÉCONOMIQUE DE CASABLANCA**

**Le 24 octobre 1994, n° 212**

Le ministre des Affaires étrangères, M. André Ouellet, a annoncé qu'il dirigera la délégation canadienne au Sommet économique sur le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, qui se déroulera à Casablanca au Maroc, du 30 octobre au 1<sup>er</sup> novembre 1994. La conférence a pour objectif de consolider la paix au Moyen-Orient par le renforcement de la coopération dans le domaine économique. Une délégation de gens d'affaires canadiens assistera à la conférence et rencontrera le ministre Ouellet pour discuter les intérêts économiques du Canada dans la région.

«Le Sommet de Casablanca est important pour le Canada. Nous appuyons fermement le processus de paix, auquel nous participons activement. Le renforcement de la coopération économique dans la région ne pourra que consolider davantage les progrès accomplis jusqu'à présent pour assurer une paix juste et durable au Moyen-Orient. Nous entendons participer pleinement à la réalisation de cet objectif», a déclaré M. Ouellet. Les grands thèmes de discussion porteront sur les perspectives du nouveau Moyen-Orient, le potentiel économique de la région, les réformes économiques et les privatisations, et le rôle du Moyen-Orient dans l'économie mondiale.

**M. OUELLET ANNONCE UN PROGRAMME D'ASSISTANCE  
TECHNIQUE POUR L'UKRAINE**

**Le 24 octobre 1994, n° 213**

Le ministre des Affaires étrangères, M. André Ouellet, a annoncé un ensemble de nouvelles initiatives canadiennes d'assistance technique, qui s'élève à 23,8 millions de dollars, et a pour objet d'appuyer les réformes politiques et économiques de l'Ukraine. Les projets visent le programme de réforme économique et le développement du secteur privé dans ce pays, les questions pressantes de la sécurité et de la sûreté nucléaire ainsi que la poursuite de la

réforme agraire et les efforts de privatisation. «Ces nouvelles initiatives fournissent une aide pratique et immédiate dans des domaines d'importance primordiale pour les efforts de réforme de l'Ukraine. Elles s'appuient sur les relations spéciales que nous entretenons depuis longtemps avec les Ukrainiens et prouvent la détermination du Canada d'aider ce pays en cette période de transition», a déclaré M. Ouellet.

**M. OUELLET ANNONCE UNE AIDE À LA BALANCE DES PAIEMENTS DE L'UKRAINE** *Le 24 octobre 1994, n° 214*

Le ministre des Affaires étrangères, M. André Ouellet, a annoncé une aide directe de 13,5 millions de dollars (environ 10 millions de dollars américains) à la balance des paiements de l'Ukraine pour appuyer la mise en oeuvre de son nouveau programme de réforme économique. «Le nouveau plan de réforme économique de l'Ukraine montre un engagement audacieux et soutenu envers le développement d'une économie de marché. Je félicite le président de l'Ukraine, M. Koutchma, d'avoir fait progresser si résolument la réforme. Notre aide directe à la balance des paiements sera utilisée pour appuyer l'Ukraine pendant cette difficile période de transition», a déclaré M. Ouellet.

**M. OUELLET CONDAMNE LES ASSASSINATS TERRORISTES À SRI LANKA** *Le 24 octobre 1994, n° 215*

Le ministre des Affaires étrangères, M. André Ouellet, a exprimé son horreur devant l'attentat suicide qui a coûté la vie à M. Gamini Dissanayake, candidat aux élections présidentielles sri lankaises et chef de l'opposition. L'attentat à la bombe, qui s'est produit à Colombo, lors d'un important rassemblement électoral du Parti national uni, a également tué plus de 50 personnes et en a blessé de nombreuses autres. «Le Canada condamne vigoureusement cet acte prémédité, lâche et brutal. La démocratie et la paix ne peuvent être soumises au chantage de voyous et de terroristes. Je désire offrir les plus sincères condoléances du Canada à M<sup>me</sup> Dissanayake ainsi qu'aux familles, amis et collègues des autres victimes», a déclaré M. Ouellet.

**M. MACLAREN ANNONCE L'OCTROI D'UNE LIGNE DE CRÉDIT DE 20 MILLIONS DE DOLLARS À L'UKRAINE** *Le 24 octobre 1994, n° 216*

Le ministre du Commerce international, l'honorable Roy MacLaren, a annoncé l'octroi d'une ligne de crédit non concessionnelle de 20 millions de dollars à l'Ukraine. Cette annonce a été faite au cours de la visite de cinq jours qu'effectue au Canada le président ukrainien, M. Leonid Koutchma. M. Koutchma assistera également à la Conférence sur le partenariat pour la transformation économique de l'Ukraine, organisée par le G-7 à Winnipeg, le 27 octobre. «Nos deux pays en profiteront», a déclaré M. MacLaren. Cette ligne de crédit permettra à l'Ukraine de s'intégrer à l'économie mondiale tout en aidant les entreprises canadiennes à tirer parti des débouchés qu'offre ce marché en pleine expansion.»

**M. MACLAREN PRÉSENTE UN PROJET DE LOI SUR L'ADHÉSION DU CANADA À LA NOUVELLE ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE** *Le 25 octobre 1994, n° 217*

Le ministre du Commerce international, l'honorable Roy MacLaren, a présenté aujourd'hui au Parlement un projet de loi concernant la mise en oeuvre des accords de l'Uruguay Round conclus dans le cadre de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), accords signés par 123 gouvernements à Marrakech, au Maroc, il y a six mois. «Le projet de loi fera du Canada un participant à part entière à l'accord commercial le plus complet de l'histoire», a déclaré M. MacLaren.

**DISCOURS**

Ce genre de conférence, qui réunit des représentants du monde des affaires, et des gouvernements, constitue un élément important d'un processus qui est, de par sa nature même, symbiotique. Chaque secteur peut et doit contribuer à l'effort général, et porter la balle un peu plus loin. Si je m'exprime ainsi, c'est que j'ai la conviction que nous faisons tous partie de la même équipe, que nous visons tous les mêmes objectifs, à savoir la liberté économique, la croissance durable et la stabilité. Je crois également que nous sommes sérieux lorsque nous parlons de jeter les fondements d'un avenir moins compromis par la lourdeur de la dette à porter, et plus prometteur, dans la mesure où nous cherchons à créer des emplois de qualité pour les Canadiens et les Canadiennes qui sont en train de grandir et qui bientôt occuperont leur place dans le «siècle du Pacifique». Personne n'est plus conscient des enjeux que les membres du Pacific Basin Economic Council - PBEC [Conseil économique du bassin du Pacifique] qui, à titre de membres du secteur privé qui font des affaires dans la région, contribuent de façon inestimable à la vitalité des économies de la région Asie-Pacifique. Le PBEC peut être fier de sa performance. En tant que seule organisation commerciale multilatérale de l'entreprise privée dans le Pacifique, il s'est révélé un champion infatigable du développement du commerce et de la compréhension dans l'ensemble de la région. Depuis sa création en 1967, il a réussi à attirer 17 pays membres, et son assemblée générale annuelle est considérée comme l'une des plus influentes conférences commerciales dans la région, sinon dans le monde. Ce sont là autant d'aspects qui font de ce Conseil un partenaire indispensable de mon gouvernement pour la promotion des politiques de mise en valeur des intérêts canadiens dans les pays en bordure du Pacifique. Vous le savez déjà, l'un des objectifs prioritaires du gouvernement fédéral est d'intensifier la participation du Canada aux activités de commerce et d'investissement dans la région Asie-Pacifique, et nous avons traduit cet engagement en actions concrètes et soutenues. Notre motivation est claire. L'année dernière, le Canada a exporté vers les pays du Pacifique des marchandises d'une valeur de 16,5 milliards de dollars, tandis que nos importations en provenance de cette région s'élevaient à 21,5 milliards de dollars. Nos relations commerciales et financières avec de nombreux pays de la région Asie-Pacifique n'ont cessé de se multiplier, pour notre plus grande satisfaction. Mais nous savons que, dans l'ensemble, le niveau des échanges commerciaux du Canada n'a pas suivi le rythme de croissance d'une région qui, en l'an 2000, représentera 50 p. 100 de la production totale et 40 p. 100 de la consommation mondiale.

Notes pour une allocution de l'honorable Roy MacLaren, ministre du Commerce international, à la table ronde Asie-Pacifique, à Ottawa (Ontario), le 25 octobre 1994, 94/64.

Seulement au Liban et en Syrie, il y a plus de 650,000 réfugiés palestiniens, plusieurs d'entre eux ayant fui leurs foyers il y a plus de 45 ans. Si nous voulons vraiment créer un Moyen-Orient "nouveau", un Moyen-Orient en paix avec toute sa populations bénéficiant de la prospérité et de la sécurité, nous devons atteindre un règlement juste et équitable de la question des réfugiés. Les réfugiés doivent retirer leurs propres dividendes de la paix, la possibilité de vivre dignement avec une identité qui leur soit reconnue, de participer activement et pleinement dans ce nouveau Moyen-Orient auquel nous aspirons et pour lequel nous travaillons avec la plus grande énergie [...] Je suis confiant que des progrès sur la question du Golan et du sud Liban permettront bientôt à la Syrie et au Liban de se joindre à ce travail multilatéral d'importance historique. Leur présence est essentielle dans la recherche de solutions acceptables, sur la question des réfugiés, par exemple. C'est leur avenir qui est en cause et la communauté internationale a besoin du concours actif de Damas et Beyrouth. Le programme d'aide de l'ACDI est une autre expression tangible du rôle actif du Canada dans le processus de paix [...] Ces contacts permettent le développement de relations plus étroites entre le Canada et ses partenaires au Moyen-Orient. J'ai l'intention d'informer de vive-voix mes interlocuteurs libanais de ma décision de procéder à la ré-ouverture de l'Ambassade du Canada à Beyrouth.

Notes pour une allocution de M. André Ouellet, ministre des Affaires étrangère, à l'occasion du 75<sup>ème</sup> anniversaire de l'Association Canadienne Libanaise Syrienne du Québec, à Montréal, Québec, le 22 octobre 1994, 94/63 )

Le Canada accueille avec joie le retour du gouvernement légitime en Haïti. Cette victoire de la démocratie marque le début d'un temps nouveau pour le peuple haïtien, dont les droits, les libertés et la dignité ont été trop longtemps brimés. Malgré les répressions qu'ils ont subies, malgré le chaos qu'ils ont connu et malgré les horreurs qu'ils ont vécues, les Haïtiens n'ont jamais perdu l'espoir que la démocratie et l'État de droit seraient reconfirmés dans ce pays. C'est dans son espoir et dans sa foi en l'avenir que ce peuple a puisé son courage. Je suis heureux d'annoncer que le Canada reprend son programme d'aide au gouvernement légitime d'Haïti. Nous engagerons, au cours des six prochains mois, 30 millions de dollars au titre de l'assistance humanitaire, de l'aide alimentaire et de la coopération au développement.

Notes pour une allocution de l'honorable André Ouellet, ministre des Affaires étrangères, à l'occasion du retour du Président Jean-Bertrand Aristide en Haïti, à Port-au-Prince (Haïti), le 15 octobre 1994, 94/62.

L'impulsion en faveur de la libéralisation des échanges dans l'hémisphère et dans le reste du monde est très nette et le Canada cherche à la maintenir; c'est d'ailleurs pourquoi je tiendrai une rencontre des ministres du Commerce du Japon, des États-Unis et de l'Union européenne le printemps prochain. Nous espérons profiter de l'occasion pour dégager un consensus sur de nouvelles initiatives commerciales qui seront examinées au Sommet du G-7 à Halifax en juin. L'objectif du Canada est de lever les obstacles au commerce partout où c'est possible et de fournir à ses entreprises un meilleur accès aux marchés. Mais il faut aussi faire plus pour permettre aux firmes canadiennes d'exploiter nos initiatives à ce chapitre et d'accroître leur présence sur des marchés clés.

Notes pour une allocution de l'honorable Roy MacLaren, ministre du Commerce internationale, à l'Assemblée générale annuelle de l'Association des manufacturiers canadiens, à Toronto (Ontario), le 19 octobre 1994, 94/61.

## ACDI

### M. OUELLET ANNONCE UN PROJET DE DÉVELOPPEMENT AU PAKISTAN

Le 25 octobre 1994, 94/44

Le ministre des Affaires étrangères, M. André Ouellet, a signé une entente en vertu de laquelle l'Agence canadienne de développement international (ACDI) et la Fondation Aga Khan Canada mettront en oeuvre un programme de développement social au Pakistan. « Cette entente de partenariat aidera le Pakistan à renforcer ses institutions sociales » a déclaré M. Ouellet. Le cheminement de la Fondation Aga Khan Canada fait état de la bonne gestion, de la planification soignée et de l'engagement de cet organisme. La Fondation s'attache à aider les populations locales à prendre en main leur propre développement et à faire leurs propres choix. »

### LE CANADA AIDE LE MOZAMBIQUE À ORGANISER SES PREMIÈRES ÉLECTIONS DÉMOCRATIQUES

Le 24 octobre 1994, 94/43

Le ministre des Affaires étrangères, M. André Ouellet, a annoncé que le Canada offrirait 1,84 million de dollars au Mozambique pour aider ce pays de l'Afrique australe à organiser ses premières élections démocratiques dans un esprit de justice et de liberté. Ces élections lieu les 27 et 28 octobre prochains. « Peu de pays ont connu autant de troubles et de souffrances que le Mozambique », a déclaré M. Ouellet. « Après 17 ans de guerre civile, le Mozambique progresse rapidement vers la paix et la démocratie. Le Canada est fier d'appuyer cette transition si longtemps attendue. »

## FINANCES

### NOMINATION DE CADRES DU MINISTÈRE DES FINANCES

Le 25 Octobre 1994, 94-098

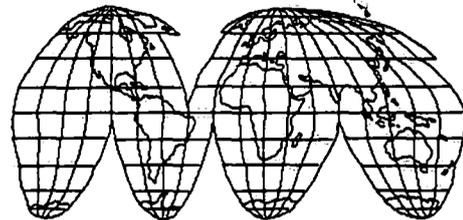
À la suite de l'annonce par le premier ministre de la nomination de Mme Louise Fréchette au rang de sous-ministre, le ministre des Finances, Paul Martin a déclaré « qu'il était extrêmement heureux d'accueillir Mme Fréchette dont le talent et l'expérience constitueraient un atout fort important pour le Ministère ». M. Martin a de plus ajouté qu'il était essentiel qu'une personne de son envergure et de son rang exerce les fonctions de sous-ministre associée des Finances.

### À VENIR :

27 octobre 1994 :	Conférence du G7 sur l'Ukraine (Winnipeg, Canada)
11-12 novembre 1994 :	Réunion des ministres de l'APEC (Djakarta, Indonésie)
5-6 décembre 1994 :	Sommet de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (Budapest, Hongrie)
9-10 décembre 1994 :	Sommet des Amériques (Miami, Floride)

**Le commerce et  
la politique étrangère  
cette semaine**

November 10 - November 16, 1994



Department of Foreign Affairs and International Trade  
Foreign Policy Communications Division (BCF)

Dept. of External Affairs  
Min. des Affaires extérieures

(disponible en français)

DEC 7 1994

RETURN TO DEPARTMENTAL LIBRARY  
RETOURNER A LA BIBLIOTHEQUE DU MINISTERE

**FOREIGN AFFAIRS AND INTERNATIONAL TRADE:  
PRESS RELEASES:**

**Canada and Mexico Sign Nuclear Co-operation Agreement**

**November 16 1994, no. 228**

Minister of Foreign Affairs André Ouellet today announced that Canada and Mexico have signed an Agreement for Co-operation in the Peaceful Uses of Nuclear Energy. The Agreement was signed today in Mexico City by Emilio Lozoya Thalmann, Secretary of Energy, Mines and State-Owned Corporations (SEMIP), and by David J. S. Winfield, Canada's Ambassador to Mexico. A related administrative arrangement between the Atomic Energy Control Board of Canada and SEMIP was signed at the same time. "The Agreement will facilitate nuclear trade and co-operation with a valuable partner and is a demonstration of the strong commitment shared by Canada and Mexico to nuclear non-proliferation," said Mr. Ouellet.

**Tunisian Foreign Minister Visits Ottawa**

**November 14, 1994 no. 227**

Foreign Affairs Minister André Ouellet announced today that the Tunisian Minister of Foreign Affairs, Habib Ben Yahia, will pay an official visit to Canada on November 16 and 17. Mr. Ben Yahia will head his country's delegation to the tenth session of the Canada-Tunisia Bilateral Commission, which meets to discuss means of strengthening co-operation and trade between the two countries. Mr. Ouellet and Mr. Ben Yahia will sign a Memorandum of Understanding with respect to the Canadian International Development Agency's \$60 million Private Sector Development Fund for the Maghreb, which was announced in Casablanca on October 31. Mr. Ouellet will meet with his Tunisian counterpart to discuss bilateral relations and areas of mutual interest. Tunisia is a member of La Francophonie and is currently the chair of the Organization of African Unity. Tunisia is a member of the Middle East Refugee Working Group, which is chaired by Canada, and an active participant in the Middle East peace process. Mr. Ben Yahia will also meet with the President of the Canadian International Development Agency, Huguette Labelle.

**MacLaren Announces Establishment of  
NAFTA Advisory Committee on  
Private Commercial Disputes**

**November 14 1994, no. 226**

The Honourable Roy MacLaren, Minister for International Trade, and the Honourable Allan Rock, Minister of Justice, today announced the establishment by Canada, the United States and Mexico, of a joint Advisory Committee on Private Commercial Disputes. The Committee was created under Article 2022 of the North American Free Trade Agreement (NAFTA).

**Final Deadline for Submission of Claims Against Iraq**

**November 10, 1994 no. 225**

Foreign Affairs Minister André Ouellet today announced that Canadian citizens and eligible individuals who suffered losses caused by Iraq's invasion and occupation of Kuwait in 1990-91 have until December 15, 1994, to submit their claims to the Government of Canada. Eligible claims will then be forwarded to the United Nations Compensation Commission (UNCC) in Geneva, whose Governing Council has stated its intention not to accept any more claims after January 1, 1995. The UNCC was established by UN Security Council Resolution 687 of April 3, 1991, to deal with the large number of claims resulting from Iraq's invasion and occupation of Kuwait. The Government of Canada will submit claims on behalf of Canadian citizens and individuals who obtained permanent residency status in Canada on or before March 31, 1993. Iraqi nationals who became Canadian citizens on or before July 1, 1993, may also submit a claim to the Government of Canada. The filing deadline applies to individual claims under categories "A" (departure), "B" (personal injury or death),

"C" (losses under US\$100 000), and "D" (losses over US\$100 000). Requests for information should be directed to the Claims Section, Economic Law Division, Department of Foreign Affairs and International Trade, at (613) 995-2222.

## STATEMENTS

Beyond this, we have come to Jakarta to chart the future direction of APEC as we stand on the threshold of the Pacific century. Here in Jakarta last month and again over the past two days, Ministers declared clearly that we are ready to challenge ourselves and our world trading partners to start the process of further trade and investment liberalization. APEC has already commissioned and received some excellent outside advice on this issue, in addition to that which we received from our officials. Both the APEC Eminent Persons Group and the Pacific Business Forum echoed a central theme: this region's increasingly critical role in driving the world economy. Both underscored our fundamental commitment to freer trade and investment as the engine of future growth. Still, a number of questions remain unanswered. Are we looking for APEC to drive global free trade forward by accelerating liberalization on a MFN [Most Favoured-Nation] basis? Or are we aiming for a more comprehensive — but regional — free trade area? Can we deepen our integration while broadening our membership? How will APEC relate to other existing free trade areas, especially to the NAFTA [North American Free Trade Agreement]? We have created a mechanism and a structure that seems to be moving forward by its own momentum. We have yet to define a destination. . . . The government of Canada, in co-operation with the Asia Pacific Foundation, will shortly open a Canadian Education Information Centre in Jakarta. From health care to engineering, language training to agriculture, Canadian educational institutions can assist Indonesia's economic growth.

**Notes for an Address by the Honourable Roy MacLaren, Minister for International Trade, to a Joint Meeting of the Indonesia-Canada Business Council, The Canadian Business Association and the Canada-Indonesia Business Council, Jakarta, Indonesia, November 13, 1994, no. 94/70**

## NATO

### Press Statement Issued Jointly by the UN and NATO

October 28, 1994

Following meetings in New York, the United Nations and the North Atlantic Treaty Organization (NATO) have reached a series of understandings concerning the use of NATO airpower in Bosnia and Herzegovina in support of the relevant UN Security Council Resolutions. Based on these understandings, which have been transmitted to UNPROFOR and to the NATO Military Authorities, NATO air strikes will be conducted on a timely basis.

## Environment Canada

### Environment Canada Launches its Green Lane on the Information Highway

November 9, 1994

An innovative public service, that will provide Canadians and other people around the world with a variety of environmental information instantly via computer on a 24-hour basis, was officially launched today by the Deputy Prime Minister and Minister of Environment, Sheila Copps. Dubbed Environment Canada's "Green Lane, on the Information Highway" the service is available to anyone with access to the internet. "Our government is committed to ensuring a healthy environment for a healthy economy and healthy Canadians. Our Green Lane on the information highway is an innovative way of instantly providing people with the knowledge they need to make sound decisions and take action," said Minister Copps.

## Finance Canada

### Finance Department Releases Evaluation of Flow-Through Shares

November 10, 1994

The Department of Finance today released a study entitled *Flow-Through Shares: An Evaluation Report*. The study is a product of the Department's ongoing evaluation of tax measures. It was prepared by Department of Finance officials in response to a 1991 request from the Public Accounts Committee.

## UPCOMING EVENTS

December 1, 1994: International AIDS Summit, World AIDS Day  
December 5-6, 1994: Conference on Security and Co-operation in Europe (CSCE) Summit  
(Budapest, Hungary)  
December 6-7, 1994: Visit of UN Secretary General Boutros Boutros-Ghali  
December 8-10, 1994: Francophonie Foreign Affairs Minister meeting, Ouagadougou  
December 9-10, 1994: Summit of the Americas (Miami, Florida)

Additional copies of the above documents that are produced by the Department of Foreign Affairs and International Trade can be obtained by calling (613) 944-4000 or toll-free at 1-800-267-8376. Documents produced by other departments can be obtained by calling their respective communications divisions in Ottawa. "This Week in Trade and Foreign Policy/Le commerce et la politique étrangère cette semaine" is produced weekly by the Foreign Policy Communications Division (BCF) of the Department of Foreign Affairs and International Trade.

